

# Fiche 150 : les moments clés de l'évolution des organismes communautaires à Montréal

## Avant 1990

Événements	Financement des OC	Activités des organismes
<p>La plupart des personnes ayant une DI sont en <b>institution</b>. La désinstitutionalisation commence lentement vers 1970 et se poursuivra jusque vers les années 2000.</p> <p>1971 : Adoption de la <b>LSSSS</b></p> <p>1988. <b>première politique en DI</b>. Les premiers services publics (<b>centres de réadaptation</b>) s'implantent lentement, et plus largement après 1988. Les budgets sont inférieurs aux besoins</p> <p>Période de défense des <b>droits civiques</b> et de lutte contre la discrimination</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Essentiellement financement <b>privé +</b></li> <li>• <b>Centraide</b> pour 4 organismes à Montréal</li> <li>• Le <b>PSOC</b> pour 4 organismes seulement; sera gelé jusqu'en 1995</li> </ul>	<p>Le premier organisme, l'AMDI, est né en 1935. Par la suite une <b>quinzaine d'organismes</b> se créent.</p> <p>Les OC sont animés essentiellement par des <b>parents bénévoles</b></p> <p>Axés sur la démonstration que les personnes ayant une DI ont du potentiel (suscitent les écoles spéciales)</p> <p>Mettent en place des <b>services essentiels</b>, alors qu'il n'y a pas de services dans le RSSS (loisirs, ateliers de travail)</p> <p>Vers 1985, les OC prônent <b>l'intégration sociale</b> et adoptent des <b>pratiques de DCD</b>. Ils mènent des combats et se mobilisent</p>

## Entre 1990 et 2003

Événements	Financement des OC	Activités des organismes
<p>Les centres de réadaptation se développent progressivement, mais ne répondent pas aux besoins. <b>Longues listes d'attente.</b></p> <p>1995 : Recherche du déficit 0 : les gouvernements font des <b>compressions budgétaires</b></p> <p>1997 : début du déploiement <b>des RI en DI.</b></p> <p>2001 : <b>politique en DI</b></p>	<p><b>L'OPHQ</b> crée un programme de financement pour <b>les organismes de promotion et de défense des droits</b>. Tous les organismes tentent leur chance. Le financement est très petit, mais cela a pour effet que tous les OC de MTL peuvent financer des activités de dcd.</p> <p>En 1995, <b>le PSOC</b> élargit le nombre d'organismes financés. Plusieurs OC auront du financement, notamment les OC de soutien aux familles ie maisons de répit et org.de gardiennage</p> <p>Progressivement, <b>Centraide</b> élargit le nombre d'organismes financés</p> <p>Grace aux développements budgétaires, les organismes amorcent un <b>véritable développement</b> et commencent à embaucher des employés pour soulager les bénévoles militants. Les OC commencent à avoir de vraies <b>permanences d'organismes</b> qui soulagent les CA de toutes les tâches quotidiennes.</p>	<p>1989 : 16 OC de MTL créent <b>le CRADI</b>, leur regroupement clairement orienté sur <b>la dcd</b>.</p> <p>Les OC sont militants et mènent plusieurs luttes, notamment en SAF et pour l'intégration scolaire. Au cours de la décennie, le CRADI débutera des actions dans la plupart des activités qui concernent les personnes avec DI.</p> <p><b>Les pratiques de dcd se déploient sur un large éventail</b> : mobilisations, information, participation aux consultations, représentations, sensibilisation et formations, concertation entre OC en DI ou avec la DP, et aussi en tables de concertation de partenaires.</p> <p>Tout en restant très axés sur la dcd , les OC créent des <b>services</b>, dans les champs extérieurs à ceux occupés par le RSSS, notamment entraide, en loisirs, en répit</p> <p>L'arrivée de financement a donné une bouffée d'air en permettant l'embauche de personnel, en soulageant les CA et en permettant le développement de services, sans toutefois atteindre la combativité des OC qui restent collés aux besoins des familles.</p>

## De 2003 à 2013

Évènement	Financement des OC	Activités des organismes
<p>Début d'un gouvernement libéral et réingénierie de l'Etat.</p> <p>Une suite de <b>compressions budgétaires</b> tout au long des divers mandats qui finiront par entraîner des coupures de services</p> <p>Une tendance à faire appel à des <b>ressources à moindre cout</b> pour diminuer les investissements publics : RI et OC</p> <p>2003 : adoption de la <b>politique de reconnaissance des OC</b>, du cadre de référence en action communautaire et du <b>plan d'action de la politique.</b> <b>Transfert des financements des organismes dans un ministère de rattachement</b></p> <p>2003' Sortie de la <b>politique en TED, suivie d'un plan d'action et de financements.</b> Désormais la DI partagera son réseau avec les TSA.</p>	<p>Le financement des OC de MTL est <b>transféré de l'OPHQ au MSSS</b>, sauf pour deux OC et le CRADI qui resteront en dcd (SACAIS) Les OC bénéficieront d'un <b>financement plus avantageux, indexé et qui a connu des développements</b> budgétaires au gré des politiques gouvernementales.</p> <p><b>Le désistement de l'OPHQ crée un désinvestissement des OC envers la dcd</b></p> <p><b>Les OC développent leurs services, augmentent et professionnalisent leurs services.</b> Jumelé au fait que les services publics se font rares, de nombreux parents se tournent vers les OC avec une mentalité de consommateur de service plutôt que de membre, sans compréhension de ce que sont les OC.</p> <p><b>Centraide</b> admet quelques autres organismes. Développe une politique de développement budgétaire très</p>	<p>Les anciens piliers des associations vieillissent; il <b>manque de relève militante</b> et la <b>dcd s'amenuise</b>, confortée par le fait qu'il n'y a plus de reddition de comptes dans ce domaine. <b>La dcd se fait autour du leadership du CRADI</b>, mais les organismes ne consacrent que peu de temps à la dcd / à leurs autres activités.</p> <p>Animés d'un certain esprit entrepreneur, poussés par le manque de services dans le RSSS, et par l'emprise de certains bailleurs de fonds <b>les organismes se tournent de plus en plus vers les services.</b></p> <p>Les nouveaux organismes ont tendance à être moins généralistes et se <b>spécialisent vers un type de services.</b> plusieurs sont davantage <b>orientés sur l'intégration sociale.</b></p> <p><b>L'aspect aide, entraide, soutien des familles</b> reste présent dans les services mais a tendance à disparaître comme service à part entière.</p> <p>En 2014, le CRADI compte 31 associations membres.</p>

<p>Augmentation fulgurante des personnes TSA. Le programme DI-TSA est incapable de répondre : diminution des services et augmentation des listes d'attente</p> <p>2003 et 2005 : adoption des lois 25 et 83, <b>modification de la LSSS</b>, Création <b>des CSSS</b>. Début d'une réorganisation complète des services selon trois lignes de services. Divers règlements et cadres de référence en SSS. Les OC sont vus comme des services complémentaires faisant partie du RLS par les CSSS.</p> <p>Dans plusieurs régions du Québec, les CRDITED ferment leurs programmes socioprofessionnels. Des OC négocient des ententes de services avec les CSSS pour des services d'activités de jour. En 2014, le CRADI se prononce contre cette pratique.</p>	<p>exigeante pour les organismes, <b>qui modifie profondément leur gouvernance</b>. La gestion des organismes prend davantage de place. Cela exige des CA plus formés et <b>chasse la culture de militance et les parents des CA</b>.</p> <p>De nouvelles <b>pratiques philanthropiques</b> se développent, avec des critères de sélection et des conditions. Certains OC sollicitent ces fondations et sont contraints à se modifier.</p> <p>Vers 2005 : Début d'une nouvelle tendance : De nouveaux organismes se créent; en attente de financement, ils se tournent vers les établissements qui leur proposent <b>des ententes de services</b>. Idem pour d'autres organismes qui veulent élargir leurs services. 5 OC du CRADI signent des ententes et un est une RI.</p> <p>Bien qu'il n'y ait à peu près pas d'augmentation du PSOC, il y aura plusieurs injections en DI-TSA liées à des plans d'action, qui auront été versées au PSOC mais avec des objectifs spécifiques.</p>	
--	---	--

## De 2014 à 2022

Événements	Financement	Activités des organismes
<p>2015 : <b>Modification de la LSSS</b>. Création des CISSS. Les CRDITED y sont incorporés.</p> <p>Le RSSS peine à se réorganiser. Les personnes et les parents perdent leur dernier bastion : Les CRDITSA. les services continuent à disparaître et leur qualité diminue.</p> <p>Le MSSS adopte plusieurs directives dont une au sujet des centres de jour. Ces derniers sont vus comme des services spécifiques Les OC y sont désignés comme des partenaires potentiels à lier avec des ententes de services.</p> <p>2020 : pandémie de COVID 19 qui met au grand jour l'insuffisance de services dans le RSSS. Côté DI-TSA, les personnes vivant en RI sont coupées du monde, et les familles sont épuisées avec les fils et filles à la maison 24/24h. Cela n'empêche pas le RSSS de poursuivre sa réorganisation, qui se traduit par des réductions et transformations de services.</p>	<p>Le mouvement amorcé précédemment continue avec les <b>mêmes bailleurs de fonds et les mêmes orientations</b>.</p> <p>Il n'y a pas de développements budgétaires au PSOC avant 2017 ; par contre depuis cette date le PSOC a connu des développements réguliers. Les contraintes liées à l'attente de services dans le RSSS deviennent de plus en plus fortes. Avec une grosse pression sur les organismes.</p> <p>Le MSSS fait quelques injections financières spécifiques en TSA; elles sont versées au PSOC sous la forme de PSOC spécifique, confirmant la tendance de lier le financement des groupes aux orientations ministérielles</p>	<p><b>L'orientation vers les services s'accroît</b>. Il y a maintenant une quantité impressionnante de services donnés par les OC dont la majorité se situent dans des services différents de ceux du RSSS.</p> <p>Mais, plusieurs OC <b>signent des ententes de services</b> pour des centres d'activités de jour ou autre. C'est une tendance lourde. La non réponse du réseau ou sa recherche effrénée de partenaires y sont pour quelque chose.</p> <p>Un certain nombre de parents, militants de longue date s'érigent contre <b>l'inaction en dcd</b>. Il se crée un malaise au CRADI entre les organismes qui veulent développer des services, y compris en entente de services dans des mandats appartenant traditionnellement au RSSS, et certains parents qui ne se reconnaissent plus dans ce milieu communautaire et ne partagent pas leurs orientations.</p> <p>Pendant la pandémie, les OC restent très actifs, avec les moyens du bord, mais l'accueil des membres reste limité selon les normes sanitaires. Les OC sont souvent appelés en renfort du RSSS très absent.</p> <p>Actuellement le CRADI regroupe 33 associations.</p>